

CAI

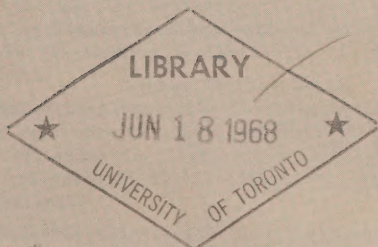
AK

Government  
Publications

69P35

[GT-3]

À LA PISTE  
DE NOS ANCÊTRES  
AU  
CANADA



Canada

Public archive

General publications

Archives publiques du Canada

Ottawa, 1968



Droits de la Couronne réservés

En vente chez l'Imprimeur de la Reine à Ottawa,  
et dans les librairies du Gouvernement fédéral:

HALIFAX

1735, rue Barrington

MONTREAL

Édifice Aeterna-Vie, 1182 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA

Édifice Daly, angle Mackenzie et Rideau

TORONTO

221, rue Yonge

WINNIPEG

Édifice Mall Center, 499, avenue Portage

VANCOUVER

657, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix 25 cents

N° de catalogue SA2-4268F

Prix sujet à changement sans avis préalable

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.

Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie  
Ottawa, Canada

1968

## INTRODUCTION

En tant qu'institution, les Archives publiques du Canada existent depuis 1872. Dès l'origine, elles ont reçu en dépôt non seulement les documents du gouvernement fédéral présentant un certain intérêt historique, mais encore les copies des pièces d'archives intéressantes pour l'histoire canadienne conservées dans les dépôts d'autres États, notamment en France et en Grande-Bretagne, ainsi que les papiers de personnalités ayant joué un rôle considérable dans les affaires de notre pays.

Les Archives ont une fonction triple: acquérir des documents d'intérêt historique, les conserver et les mettre à la disposition des chercheurs. Ce dernier rôle, qui intéresse tout particulièrement le généalogiste, doit parfois s'exercer sous réserve des restrictions imposées par le donateur (ministère ou particulier) à la communication des pièces en question. Les sources dont il est question dans la présente plaquette sont celles que consulte le plus souvent le généalogiste. Il en existe d'autres qui peuvent également être utiles; elles sont brièvement décrites dans nos inventaires publiés.

Les Archives cherchent à répondre de leur mieux aux demandes de renseignements. Cependant, le nombre sans cesse croissant de ces demandes, qui nous parviennent de toutes les parties du Canada, des États-Unis et d'ailleurs, empêche les Archives d'effectuer de longues recherches.

Il est incontestable que le chercheur pourra tirer le maximum d'avantages de l'examen des pièces d'archives s'il a déjà pris connaissance de la documentation imprimée relative au sujet qui l'intéresse.

Il faut bien admettre qu'il est généralement impossible d'établir la lignée ancestrale d'une personne, à moins de posséder déjà quelques détails propres à circonscrire le champ des recherches: dates approximatives de la naissance ou du décès, domicile, etc. On ne peut demander aux Archives de déterminer les liens

de parenté qui ne sont pas clairement indiqués dans les documents disponibles.

Une bonne partie de notre documentation a été microfilmée à l'intention des chercheurs. Aussi, les généalogistes qui seraient incapables de venir en personne aux Archives trouveront particulièrement intéressants les prêts interbibliothèques. Ces microfilms peuvent en effet être empruntés en leur nom par les bibliothèques qui possèdent un lecteur de microfilms, à condition qu'elles participent à ce système de prêt. Les demandes en ce sens doivent être soumises par l'institution emprunteuse sur des formules officielles où seront clairement indiqués les sources et volumes désirés.

Il existe en outre un service de photocopie. Il nous est possible, contre versement d'une somme modique, de fournir tantôt des xérox ou des photostats, tantôt des microfilms des documents demandés, selon leur nature.

Les Archives mettent à la disposition de ceux qui en feraient la demande une liste de personnes qui, contre versement d'honoraires, sont disposées à faire des recherches généalogiques. Les Archives ne se tiennent pas responsables de la qualité de leur travail, mais peuvent témoigner qu'elles sont au courant des principales sources en dépôt chez nous. Nous prenons donc la liberté de recommander leurs services lorsqu'il s'agit de recherches trop considérables pour notre propre personnel.

Rien ne vaut une visite personnelle aux Archives. Nos bureaux sont ouverts du lundi au vendredi, mais notre salle de recherche, équipée de lecteurs de microfilms, est ouverte vingt-quatre heures par jour, aux personnes autorisées, durant toute l'année, y compris les jours fériés. Sauf circonstances exceptionnelles cependant, il faut se rendre aux Archives en personne, au cours des heures normales de travail, afin d'obtenir la permission d'utiliser la salle de recherche le soir ou les fins de semaine.

Les sources généalogiques au Canada peuvent se répartir en diverses catégories: recensements, registres de l'état civil, titres de propriété foncière, testaments, archives notariales,

archives militaires, archives de l'immigration. On trouvera dans les pages suivantes une description assez précise de chacune de ces catégories.

## RECENSEMENTS

Les recensements contiennent les données officielles relatives à notre population. Ils sont de quatre types: recensements généraux, recensements nominatifs des chefs de famille, recensements nominatifs de tous les membres d'une famille, et recensements agricoles ou industriels. Avant 1851, nous avons soit des recensements généraux soit des recensements nominatifs des chefs de famille. Les recensements généraux ne contiennent que le nombre de personnes réparties selon l'âge, la religion, le pays d'origine ou le domicile. Les recensements nominatifs des chefs de famille donnent certains détails relatifs au nombre des enfants, à la superficie de l'exploitation (dans le cas d'un cultivateur) au métier ou à la profession. Les recensements de 1851, 1861 et 1871 sont généralement nominatifs de toute la population, c'est-à-dire qu'ils donnent le nom de chaque personne avec des détails quant à son âge, son sexe, son pays ou sa province d'origine, sa religion, son état civil, son occupation, son instruction et ses infirmités physiques, s'il y a lieu. Il existe aussi parfois des recensements agricoles qui, en plus des listes de chefs de famille, mentionnent le numéro du lopin de terre ou de la concession dans le cas d'une ferme, et des détails sur la superficie en culture, avec répartition selon la récolte, ou la valeur marchande du cheptel vif ou mort. A partir de 1851, des recensements industriels renseignent sur le capital investi, la production, le nombre d'employés.

Pour le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, des répertoires des recensements ont été publiés. Dans ces répertoires on trouvera, sous le nom des principaux villages, villes, cantons ou comtés recensés, le numéro d'ordre du microfilm.



Ces recensements, tout spécialement les nominatifs, constituent une source précieuse de renseignements généalogiques. Il importe néanmoins de connaître avec une certaine précision l'endroit sur lequel portent les recherches, étant donné que les recensements sont classés par cantons, à l'intérieur de chaque comté. Les petites villes ou les villages y figurent selon leur canton, les lieux plus importants y figurant séparément. Dans le cas des grandes villes—notamment les centres les plus importants—il y a grand intérêt à connaître exactement le quartier où habitait son ancêtre. Nos recensements ne comportent pas d'index des noms.

Sauf indication contraire, les recensements suivants sont disponibles sur microfilm.

<i>Province</i>	<i>Année recensement</i> <sup>(1)</sup>	<i>Genre de</i>
<i>Terre-Neuve</i>		
(possession française)		
Plaisance seulement	1671	N
Plaisance seulement	1673	N
En général	1691	N
En général	1693	N
Plaisance seulement	1698	CF
En général	1704	CF
Plaisance seulement	1706	CF
Plaisance seulement	1711	CF
<i>Acadie</i>		
	1671	N
	1686	N
	1693	N
	1698	N
	1701	N
	1703	CF
	1707	CF
	1714	N
	1739	CF
<i>Île Royale et Île Saint-Jean</i>		
	1752	N
Île Saint-Jean	1730	CF
Île Saint-Jean	1734	CF
Île Saint-Jean	1735	CF
Île Royale	1734	CF
Île Royale	1749-1750	N
Île Royale	1753	CF
Louisbourg	1741	TS
Port-Toulouse	1717	CF
	1722	CF

<i>Province</i>	<i>Année</i>	<i>Genre de recensement</i> <sup>(1)</sup>
Port-Dauphin	1717	Principaux colons
	1719	
Rivière Saint-Jean	1739	CF
De Gaspé à la Baie-Verte	1761	Listes incomplètes des habitants
<i>Nouvelle-Écosse</i>	1770	CF*
	1773	CF*
	1775	CF*
	1787	CF*
	1861	CF
	1871	N
<i>Nouveau-Brunswick</i>	1851	N
	1861	N
	1871	N
<i>Québec</i>	1666	N
	1667	N
	1681	N
	1825	CF
	1831	CF
	1842	CF
	1851	N
	1861	N
	1871	N
<i>Ontario</i>	1842	CF
	1851	N
	1861	N
	1871	N
<i>Manitoba</i>		
Assiniboïa et Rivière-Rouge	1832	CF
	1834	CF
	1835	CF
	1840	CF
	1843	CF
	1846	CF
	1849	CF
	1856	Incomplet
	1870	N
Île-du-Prince-Édouard	1841	CF
	1861	CF

<sup>(1)</sup>Le sigle «N» indique un recensement nominatif de toute la population.

Le sigle «CF» indique un recensement nominatif des chefs de famille.

Le sigle «TS» indique un recensement où ne figurent que les seuls tenanciers.

\*Ces documents se trouvent aux Archives publiques de la Nouvelle-Écosse. Ils n'ont pas été microfilmés.

## REGISTRES D'ÉTAT CIVIL

Les registres d'état civil où figurent les naissances, décès ou mariages constituent une source à peu près irremplaçable de renseignements d'ordre généalogique. Ils sont, dans notre pays, et tout au moins en ce qui concerne les époques récentes, conservés dans les archives des gouvernements provinciaux. La tenue de registres d'état civil par le gouvernement ne s'est généralisée au Canada que vers la fin du siècle dernier, au moment où les provinces s'en sont chargées. Antérieurement ces registres étaient tenus, dans plusieurs régions, par les Églises. Il faut donc savoir à quelle Église et à quelle paroisse appartenait la personne dont on recherche la trace.

### Bureaux provinciaux

On trouvera ci-dessous la liste des divers bureaux provinciaux chargés de l'enregistrement des actes d'état civil. C'est à eux qu'il faut adresser toute demande de renseignements.

1. *Terre-Neuve*. L'enregistrement des actes d'état civil remonte à l'année 1892. Ces renseignements sont conservés par le *Registrar of Vital Statistics, Department of Health*, à Saint John's (T.-N.). Pour les années antérieures, il faut consulter les archives religieuses, assez complètes pour la période 1860-1891. Quelques-unes remontent à 1820.
2. *Nouvelle-Écosse*. Les services du *Registrar General, Department of Public Health*, à Halifax, possèdent l'enregistrement des actes d'état civil pour la période 1864-1876. De 1876 à 1908 seuls les mariages ont été inscrits, mais depuis 1909 les registres sont complets.
3. *Île du Prince-Édouard*. L'inscription des actes d'état civil existe depuis 1906. On possède néanmoins des registres des mariages remontant à 1783. Pour en obtenir communication s'adresser au *Director of Vital Statistics, Department of Health*, à Charlottetown.



4. *Nouveau-Brunswick*. Les services du *Registrar General, Department of Health*, à Fredericton, possèdent des archives complètes remontant à 1888, ainsi que certains registres de naissances antérieurs.
5. *Québec*. Les registres d'état civil sont conservés à la fois dans les paroisses et aux archives des districts judiciaires. Il y a environ trente-cinq districts. Il faut donc écrire soit à la paroisse, soit au proto-notaire du palais de justice, au chef-lieu du district. Ces registres remontent à 1621 pour le district de Québec. Le Service de la Démographie, Ministère de la Santé, Québec, possède aussi des registres des actes d'état civil inscrits depuis 1926.
6. *Ontario*. L'enregistrement des actes d'état civil commence au 1<sup>er</sup> juillet 1869. On pourra s'adresser au *Deputy Registrar General, 70, Lombard Street, Toronto 1*.
7. *Manitoba*. L'enregistrement des actes d'état civil est assuré par le *Recorder of Statistics and Registrar, Births, Marriages and Deaths, Department of Health, Winnipeg*. On y trouvera tous les registres depuis 1882 ainsi que certaines archives religieuses, incomplètes. Ceux qui demandent communication de ces dernières doivent préciser la confession religieuse.
8. *Saskatchewan*. Les registres sont complets à partir de 1920. Il existe en outre certaines archives, incomplètes, remontant à 1878. La conservation en est assurée par le *Director of Vital Statistics, Department of Public Health, Regina*.
9. *Alberta*. Les registres sont complets à partir de 1898. De plus, il existe un certain nombre de registres de naissances qui remontent à 1853 et des actes de décès à 1893. Le *Director of Vital Statistics, Department of Public Health, Edmonton*, en est le conservateur.
10. *Colombie-Britannique*. Bien que l'enregistrement des actes d'état civil soit obligatoire depuis 1872, celui des premières années est incomplet. Il existe certaines inscriptions de baptêmes qui remontent

à 1849. La conservation des originaux ou des copies est assurée par la *Division of Vital Statistics, Department of Health Services and Hospital Insurance*, à Victoria.

Les services dont peuvent bénéficier les généalogistes varient énormément d'un bureau à l'autre. Moyennant rétribution, certains services acceptent de faire des recherches; d'autres, au contraire, se refusent à ce genre de travail. Dans tous les cas, cependant, il est possible aux personnes immédiatement concernées ou à leurs parents proches d'obtenir des copies des actes qui les intéressent. On exige à cet égard des honoraires pouvant aller de cinquante cents à deux dollars.

### **Sources acadiennes**

Les notes de Placide Gaudet, dont nous possédons la plus grande partie, constituent la source principale de renseignements généalogiques purement acadiens. Elles ont été compilées à partir de diverses sources qui ne sont pas toutes conservées aux Archives publiques. Bien que ces notes soient très utiles, il ne faudrait en aucun cas les confondre avec des documents officiels. On y trouvera généralement des renseignements relatifs aux naissances, mariages et décès, avec la date, et le nom de la paroisse. Ces notes sont maintenant microfilmées.

### **Archives des églises—Registres paroissiaux**

Ce sont là des sources abondantes et utiles au généalogiste, mais afin d'en tirer parti il faut qu'il connaisse le nom de la paroisse et de la confession religieuse. On pourra alors écrire au pasteur ou au curé de la paroisse. Il est impossible à nos services d'indiquer aux chercheurs où ils doivent s'adresser. On pourra en général s'attendre à y retrouver, par exemple, la date de la naissance, du baptême, du mariage ou de l'inhumation, ainsi que les noms des parents, parrains ou marraines. Si on connaît l'emplacement de la tombe on pourra consulter l'inscription sur la pierre. Il existe des milliers de cimetières dans notre pays et ces inscriptions constituent, pour le généalogiste, une autre source de renseignements.

Les Archives publiques ont en leur possession plusieurs registres paroissiaux—copies ou originaux—dont une grande partie a été microfilmée. Cette documentation est cependant loin d'être complète pour une région donnée. On trouvera dans notre *Inventaire provisoire des Fonds des manuscrits n° 8 et 9* la liste des registres paroissiaux que nous possédons. Cette publication est en vente à un dollar.

### **Cautionnements de mariage**

Le cautionnement de mariage était une garantie fournie par des personnes attestant qu'il n'existait aucun empêchement légal à l'union projetée. Les catholiques ne suivaient pas cette pratique. Il est rare que l'on trouve dans ces cautionnements des renseignements d'ordre généalogique, si ce n'est le nom des fiancés, leur domicile et la date de la caution. Les Archives possèdent plus de sept pieds (mesure linéaire) de ces cautionnements pour Québec (1779, 1818-1867) et environ onze pieds pour l'Ontario (1803-1845). Ces documents comportent un index nominal.

## **DOCUMENTS RELATIFS AUX TERRES**

Les terres de la Couronne étant passées sous la juridiction des provinces à la Confédération, les Archives qui se rapportent aux titres de propriété foncière sont pour la plupart sous la garde des divers gouvernements provinciaux. Cependant, le gouvernement fédéral a conservé les demandes primitives de concession de terrains de la Couronne tant pour le Bas que pour le Haut-Canada. Elles sont déposées aux Archives.

### **Demandes de terre**

Afin d'obtenir des terres de la Couronne, les premiers colons devaient soumettre leurs demandes au Gouverneur. Plusieurs d'entre eux étaient des Loyalistes, c'est-à-dire qu'ils avaient soutenu la cause britannique pendant la Révolution américaine, ou descendaient de

Loyalistes. Il arrive souvent que l'on trouve dans ces demandes des renseignements utiles au généalogiste, tels que des indications sur la famille du requérant, son service militaire, ses antécédents ou son pays d'origine. Il arrive même qu'on y trouve de fort intéressants récits sur ses actions durant la Révolution. Il est rare, cependant, que ces demandes contiennent des renseignements sur la région ou l'endroit d'origine de l'immigrant. En général, elles ne donnent pas de détails sur l'emplacement de la concession, mais des annotations de l'arpenteur général ou d'autres fonctionnaires nous renseignent sur la suite donnée à la requête.

Les demandes de terrains en dépôt aux Archives publiques concernent la province de Québec pour la période allant de 1764 à 1829, et l'Ontario pour celle qui va de 1791 à 1867. La Division des manuscrits a établi un index nominatif sur fiches. Celui-ci n'a pas encore été microfilmé.

### **Concessions de terre**

Les documents relatifs aux concessions sont moins utiles aux généalogistes que les demandes correspondantes, mais en plus de la date de la concession, on y trouvera la description exacte des terrains avec leur superficie. Dans la plupart des provinces, les ministères ne conservent que les documents relatifs aux octrois de terre aux premiers occupants, ou titres primitifs. Les documents concernant les transactions subséquentes sont conservés dans les bureaux d'enregistrement régionaux, où l'on pourra faire faire des recherches, contre honoraires. Il faut, pour consulter les documents de cette nature, connaître de façon précise l'endroit où habitait la personne recherchée.

On trouvera ci-dessous l'indication des bureaux où il faudra s'adresser dans les différentes provinces.

*Terre-Neuve.* Les titres primitifs sont conservés au *Department of Mines, Agriculture and Resources*, à Saint John's. Pour les ventes ou cessions ultérieures, s'adresser au *Registry of Deeds*, à Saint John's.

*Nouvelle-Écosse.* Les concessions primitives sont conservées au *Crown Lands Office*, à Halifax. Quant aux ventes ou cessions postérieures, elles sont enregistrées à l'un ou l'autre des 21 bureaux d'enregistrement des districts. Les Archives publiques de la Nouvelle-Écosse, à Halifax, conservent en outre un certain nombre de pétitions et de titres anciens.

*Île du Prince-Édouard.* Toutes les concessions de terrains, y compris celles de terres de la Couronne, sont au bureau du *Registrar of Deeds*, à Charlottetown.

*Nouveau-Brunswick.* Les concessions primitives sont enregistrées au *Department of Natural Resources*, à Fredericton. Quant aux documents postérieurs, ils se trouvent aux divers *Registry Offices*. Il y a quinze bureaux en tout, un pour chaque comté.

*Québec.* On trouvera aux Archives du Québec, à Québec, les concessions des seigneuries, les aveux et dénombrements, les procès-verbaux des grands voyers, les concessions primitives de terrains faites par la Couronne de 1763 à 1867 et d'autres documents concernant les terres. Les concessions primitives octroyées après 1867 sont conservées au Secrétariat de la province, à Québec. A noter que le gouvernement du Québec a publié, en 1891, une *Liste des terrains concédés par la Couronne, 1763-1890*; les concessions y sont indiquées par canton, en ordre chronologique, et il y a un index des concessionnaires. Les documents concernant les ventes et échanges de terrains sont conservés dans les bureaux d'enregistrement régionaux, qui se chiffrent par plus de quatre-vingts.

*Ontario.* Les concessions primitives sont conservées au *Department of Provincial Secretary and Citizenship*, à Toronto. Le *Patent Office* du *Department of Lands and Forests*, à Toronto, a en dépôt certains documents relatifs aux terres de la Couronne. La correspondance portant sur les concessions antérieures à 1857 se trouve aux Archives de la province. Les



archives relatives aux ventes et échanges sont conservées dans les bureaux d'enregistrement régionaux; il y en a, en tout soixante-sept.

*Manitoba.* Les concessions primitives relèvent du *Department of Mines and Natural Resources*, à Winnipeg. Les transactions foncières subséquentes se trouvent dans les bureaux régionaux d'enregistrement. Il y en a huit, situés dans les endroits suivants: Winnipeg, Portage-la-Prairie, Brandon, Morden, Boissevain, Neepawa, Carman et Dauphin.

*Saskatchewan.* Le *Department of Agriculture*, à Regina, possède la copie des concessions primitives portant l'autorisation officielle. La province compte huit bureaux d'enregistrement: Swift-Current, Moose-Jaw, Regina, Yorkton, Humboldt, Saskatoon, Prince-Albert et North-Battleford. Dans chacun de ces bureaux on peut retrouver les concessions primitives des terres de la Couronne faites dans le district.

*Alberta.* Pour les concessions primitives, on s'adressera au *Registrar, Department of Lands and Forests*, à Edmonton. Comme il n'existe pas d'index alphabétique des concessions, il faut préciser l'endroit où était situé le terrain. Quant aux transactions subséquentes, il faut s'adresser à l'un des bureaux régionaux, au *Registrar, Northern Alberta Land Registration District*, à Edmonton, ou au *Registrar, Southern Alberta Land Registration District*, à Calgary, selon le cas.

*Colombie-Britannique.* Pour les concessions primitives, il faut s'adresser à *Surveys and Mapping Branch, Department of Lands, Forests and Water Resources*, à Victoria. On trouvera les documents relatifs aux transactions ultérieures dans l'un ou l'autre des sept bureaux d'enregistrement, situés à Prince Rupert, Prince George, Kamloops, Nelson, New Westminster, Vancouver et Victoria. Dans le cas des régions non constituées en municipalités on

peut consulter les rôles d'évaluation conservés au bureau du *Surveyor of Taxes, Department of Finance*, à Victoria.

*Yukon.* Les archives remontent à 1899. On s'adressera au *Registrar, Land Titles*, à Whitehorse.

*Territoires du Nord-Ouest.* On s'adressera à la Direction des Territoires, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Édifice *Centennial Tower*, à Ottawa.

### **Atlas de comté**

Les atlas de comté constituent des sources extrêmement utiles au généalogiste, à condition toutefois qu'il sache au moins le nom du comté ou, mieux encore, celui du canton où il croit que son ancêtre a pu habiter. Il existe plusieurs atlas pittoresques publiés dans les années 1870 et 1880. Ils contiennent des notices sur les localités, les limites des terrains, avec le nom du propriétaire, ainsi que des notes biographiques sur les principaux habitants. Plusieurs bibliothèques importantes de notre pays possèdent de ces atlas. C'est la Division des Cartes des Archives, cependant, qui possède la collection la plus complète au Canada.

### **Rôles d'évaluation**

Les rôles d'évaluation ne peuvent guère être utiles au généalogiste que si celui-ci connaît le lieu où habitait la personne qui l'intéresse. Ces rôles sont préparés et conservés au bureau de perception des municipalités à l'intention de leurs administrés. La façon de les établir et, par conséquent, les renseignements qui s'y trouvent, varient d'une province à l'autre. Sont généralement indiqués: le nom du propriétaire ou locataire du terrain, l'année de sa naissance, sa religion, sa profession et le nombre de personnes résidentes. Là où ils existent, ces documents peuvent être consultés. Ils constituent d'ailleurs des archives en principe permanentes, mais ils n'ont pas toujours été parfaitement conservés.

## ARCHIVES MILITAIRES

Ce n'est guère qu'au début du siècle qu'on a commencé à tenir des dossiers complets sur les miliciens canadiens. En 1873, les archives qui s'étaient accumulées dans les bureaux du commandant des armées britanniques au Canada, furent remises au gouvernement canadien et déposées aux Archives. Elles représentent la majeure partie de la documentation décrite dans l'inventaire, publié, du Fonds officiel n° 8. Elles se rapportent aux unités de la milice canadienne et à certains civils. On y trouvera notamment les états nominatifs de certaines unités loyalistes et d'un certain nombre d'unités canadiennes levées de 1838 à 1843. Nous avons aussi les archives du ministère de la Milice et de la Défense et des adjutants-généraux antérieures à la Confédération. Elles sont décrites dans le Fonds officiel n° 9. Parmi celles-ci se trouvent les états de solde des unités de milice ayant servi pendant la guerre de 1812 et de 1855 à 1914, ainsi que ceux du corps expéditionnaire canadien de la première Grande Guerre. Ce fonds contient aussi les registres des décorations ou médailles décernées pour les campagnes contre les Fénians, les révoltes de la Rivière Rouge et du Nord-Ouest, et la guerre contre les Boers.

Ces états de solde et les feuilles d'appel sont établis régiment par régiment. Il importe donc de connaître ce dernier pour trouver le nom que l'on cherche. Parmi les renseignements d'intérêt, signalons les détails relatifs au service, les citations, la solde, etc. Très peu de ces archives ont été microfilmées.

Les registres des médailles, qui ont été microfilmés, couvrent la période de 1866 à 1902. Ils font mention du lieu de naissance, du nom des plus proches parents, de l'âge, du métier ou de la profession, de l'état civil, du service militaire antérieur. Ils contiennent en outre un court signalement physique ainsi que l'indication du lieu d'engagement en ce qui concerne les volontaires ayant servi en Afrique du Sud. L'ordre est alphabétique. Notons, enfin, les dossiers numérotés des demandes de primes pour service durant les campagnes contre les

Féniens. Seul l'index a été microfilmé. On n'y trouve guère, d'ailleurs, que le nom, l'unité, l'état de service et l'adresse du requérant au moment du dépôt de sa requête.

## ARCHIVES DE L'IMMIGRATION

Des recherches minutieuses poursuivies aussi bien au Canada qu'en Grande-Bretagne ne nous ont pas permis de retracer de listes tant soit peu complètes des immigrants débarqués au Canada avant 1865. Il n'existe que des listes dispersées, concernant surtout les groupes d'immigrants britanniques assistés par le gouvernement. La plupart de ces documents se trouvent dans la correspondance du secrétaire d'État britannique entre 1817 et 1831, dont nous avons le microfilm. Il existe un index nominatif. En général ces documents indiquent le nom, la résidence, le rang social ou la profession et la date d'arrivée.

Malheureusement pour le généalogiste, il existe très peu de listes nominatives des passagers de navire car, en général, on se contentait d'en indiquer le nombre.

Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration possède des dossiers complets remontant à 1865, mais ceux-ci ne peuvent être consultés que par des personnes qui cherchent à confirmer des renseignements relatifs à leur propre arrivée dans le pays.

## TESTAMENTS

Il va de soi que les testaments offrent un intérêt particulier aux généalogistes. Ces documents sont ordinairement conservés dans les archives de la cour où ils ont été homologués. En Ontario, ils figurent aux archives des *Surrogate Courts* ayant juridiction sur un groupe de comtés ou un district. Au Manitoba, en Colombie-Britannique et en Saskatchewan, on trouvera un tribunal de ce genre pour chaque district judiciaire, tandis qu'il existe pour chaque

comté du Nouveau-Brunswick ou de la Nouvelle-Écosse un fonctionnaire appelé *registrar of probate*.

Dans le Québec les testaments sont généralement passés devant notaire. La loi exige que les notaires conservent ces documents dans leur greffe. A la retraite ou à la mort du notaire, ou au plus tard dans un délai de cinquante ans après celle-ci, son greffe doit être déposé aux Archives judiciaires du district où il pratiquait. Les testaments olographes sont également déposés aux Archives judiciaires du district. Il faut donc connaître le nom du notaire qui a préparé un testament pour retracer celui-ci.

Les notaires québécois conservent d'autres documents propres à intéresser le généalogiste: contrats de mariage, donations, achats, ventes, échanges, baux, billets à ordre, engagements et contrats divers.

## SOURCES RELATIVES AUX LOYALISTES

On trouvera dans les documents décrits précédemment beaucoup de références aux Loyalistes. Nous donnons ci-après les sources qui les concernent exclusivement.

Mentionnons tout d'abord les deux listes de Loyalistes que nous avons. La première, compilée par le Commissaire des Terres de la Couronne, mentionnant le nom, le domicile et la descendance des Loyalistes du Haut-Canada, est conservée au ministère des Terres de la Couronne à Toronto, mais nous en possédons une copie. La seconde, assez semblable à la première, provient du Bureau du Conseil exécutif. On ne possède pas de listes du genre pour les autres provinces.

Ce qu'on appelle les *Audit Office Series* (A.O. 12 et A.O. 13) constituent peut-être les sources les plus intéressantes pour le généalogiste. La première série, A.O. 12, contient la documentation présentée par les Loyalistes avec les requêtes pour compensation des pertes subies pendant la guerre de l'Indépendance



américaine et les procès-verbaux de commissaires enquêteurs. Dans la seconde, A.O. 13, on ne trouvera que les témoignages invoqués par les demandeurs à l'appui de leur réclamation. Il faut cependant souligner que les Loyalistes ayant subi des pertes à cause de leur fidélité à la Couronne, n'ont pas tous présenté des demandes de ce genre, en raison des frais très lourds que cela comportait. Ces documents nous renseignent sur le domicile antérieur dans l'une ou l'autre des colonies américaines, le nombre, parfois même le nom des personnes à charge, les états de service militaire du requérant et son domicile au moment de la présentation de la demande. Il est souvent possible à la personne qui poursuit des recherches de se faire une idée assez juste de l'état de fortune du demandeur en prenant connaissance de ces dossiers. Ces archives ont été microfilmées. Les originaux sont à Londres, au *Public Record Office*. Il existe un index des requérants.

Les rapports et les listes nominatives de Loyalistes contenues dans le fonds Haldimand, donnent d'ordinaire le nom des chefs de famille et le nombre des dépendants. Les originaux sont conservés au *British Museum*, à Londres. Nous en possédons des copies, complètement indexées.

Nous avons également un index des états nominatifs des Loyalistes de la série «C», dont il a déjà été question sous la rubrique Archives militaires. On trouvera aussi des feuilles d'appel et des états de solde dans la série *War Office* 28, qui est sur microfilm. Les originaux de ces documents sont au *Public Record Office* de Londres. Sur les Loyalistes, on pourra aussi consulter nos inventaires publiés des Fonds des manuscrits n° 21 et 23, en vente à un dollar l'exemplaire.

## SOURCES IMPRIMÉES ET OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Les ouvrages utiles aux généalogistes sont si nombreux et si variés qu'on ne peut guère indiquer ici que les plus connus. Mentionnons

d'abord le guide de M<sup>lle</sup> Jeanne Grégoire, *A la recherche de nos ancêtres* (Montréal, 1957), et la *Bibliographie annotée d'ouvrages généalogiques à la Bibliothèque du Parlement* (Ottawa, 1963) de M<sup>me</sup> K. de Varennes.

Pour les familles originaires de France, l'ouvrage de base est le *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes* (Montréal, 1871-1890) de Mgr Cyprien Tanguay et son supplément *Complément au dictionnaire généalogique Tanguay*, par J. Arthur Leboeuf (Montréal, 1957). On consultera aussi avec profit les deux bibliographies d'Antoine Roy, «Bibliographie des généalogies et histoires de famille» (RAPQ, 1940-1941) et «Bibliographie des monographies et histoires de paroisse» (RAPQ, 1937-1938), ainsi que les *Mémoires de la Société généalogique canadienne-française*, qui paraissent depuis 1944. On pourra aussi trouver des renseignements dans le *Bulletin des recherches historiques* qui a paru régulièrement de 1895 à 1961. Certains inventaires publiés par les Archives du Québec seront d'un grand secours, notamment l'*Inventaire des greffes des notaires du régime français*, et l'*Inventaire des contrats de mariage sous le régime français*.

Les personnes qui s'intéressent aux Acadiens peuvent consulter *L'Acadie des ancêtres; avec la généalogie des premières familles acadiennes* (Québec, 1955) et *Histoire et généalogie des Acadiens* (Québec, 1965) de monsieur Bona Arsenault. Chaque ouvrage comporte une liste alphabétique.

Pour les familles des Loyalistes établis au Nouveau-Brunswick, on aura profit à lire l'ouvrage de Esther Clark Wright, *Loyalists of New Brunswick* (Fredericton, 1955) qui contient la liste des hommes âgés de plus de dix-huit ans, et, souvent leurs états de service pendant la guerre de l'Indépendance, les terres qui leur furent concédées, et parfois le lieu de leur présent domicile. Pour les Loyalistes de la Nouvelle-Écosse, on consultera *Loyalists and Land Settlement in Nova Scotia* de Marion Gilroy (Halifax, 1937). On y trouvera des renseignements sur les concessions, leur emplacement, leur superficie, et quelques détails sur

l'occupation et l'origine des Loyalistes. Il n'existe malheureusement pas d'ouvrage similaire pour les établissements loyalistes en Ontario ou au Québec.

Pour les individus qui ont atteint une certaine réputation, on pourra consulter les dictionnaires biographiques, le *Dictionnaire général* (Ottawa, 1931) du Père Louis-Marie Lejeune, le *Dictionary of Canadian Biography* (Toronto, 1963) et *A Dictionary of North American Authors* (Toronto, 1951) de W. S. Wallace et *Canadian Men and Women of the Time* (Toronto, 1898 et 1912) de Henry Morgan, les *Who's Who* britanniques et canadiens.

Les personnes qui ont été élues députés, au Parlement provincial ou au Parlement fédéral, ont une notice biographique dans les *Parliamentary Companions* ou *Guides parlementaires* qui ont paru depuis 1862. On donne le nom des hommes politiques du Québec dans Joseph Desjardins, *Guide parlementaire historique de la province de Québec, 1792-1902* (Québec, 1902). La liste des députés se trouve dans J.-O. Côté, *Political appointments and elections in the province of Canada, 1841-1867* (Québec, 1867) et en plus ceux des juges et hauts fonctionnaires fédéraux dans N.-O. Côté, *Political appointments, parliaments and the judicial bench in the Dominion of Canada, 1867-1917*. On pourra consulter des almanachs pour ceux qui ont détenu certains postes officiels. On trouvera des détails intéressants sur les fonctionnaires fédéraux dans les *Civil Service Lists* publiées irrégulièrement de 1864 à 1918. Toutes ces listes sont indexées, sauf les plus anciennes. Elles mentionnent la date de naissance, le poste occupé, la date de nomination et le traitement.

Pour ceux qui ont servi dans l'armée britannique, on pourra consulter les *Army Lists*, dont les plus anciennes remontent à 1661. On n'y mentionne cependant que le grade, et il faut connaître le nom du régiment. Les *Militia Lists* donnent des renseignements similaires pour les officiers de la Milice canadienne, depuis 1851.

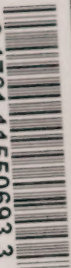
Pour les prêtres, on consultera J.-B.-A. Allaire, *Dictionnaire biographique du clergé canadien-français, 1910-1934*.

Pour tous les individus, on peut se référer aux annuaires des villes et des comtés, dont les plus anciens remontent à 1840. On y trouvera l'adresse et l'occupation.

Nous espérons que cette brochure, qui présente une vue d'ensemble des sources disponibles pour les généalogistes leur sera un guide utile dans les recherches passionnantes qu'ils font en retraçant leurs ancêtres.







3 1761 11550693 3